

Art. 67. De opzegging van deel of geheel van dit akkoord vereist een vooropzeg van één jaar.

Art. 68. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. GREOLI

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43871]

26 NOVEMBRE 2020. — Décret accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19

Exposé des motifs

Le présent décret a pour objet de permettre au Collège de la Commission communautaire française de réagir rapidement à la seconde vague de la pandémie de COVID-19. Dans ce cadre, le Collège doit être en mesure de pouvoir prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la lutte contre la seconde vague de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences.

En effet, nous ne constatons aujourd'hui aucune amélioration de la situation épidémiologique en Belgique depuis les mesures adoptées par l'arrêté ministériel de la Ministre fédérale de l'Intérieur du 8 octobre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19, nous assistons même à une véritable dégradation de cette situation.

Il faut agir afin de permettre à notre système de soins de santé de pouvoir poursuivre ses missions essentielles, notamment de soigner les citoyens y compris ceux non atteints du COVID-19 et d'accueillir tous les patients dans les meilleures conditions possibles, que les écoles restent ouvertes, que l'économie puisse continuer à fonctionner et que la santé mentale des citoyens soit autant que possible préservée.

Les réunions du Comité de Concertation ont ainsi abouti au maintien de certaines mesures, à un durcissement de certaines d'entre elles ainsi qu'à l'adoption de nouvelles mesures. Récemment, le 18 octobre dernier, la Ministre fédérale de l'Intérieur a adopté un nouvel arrêté ministériel imposant de nouvelles mesures pour lutter contre la propagation du COVID-19. Un rapport d'évaluation de la situation épidémiologique du Risk Assessment Group du 21 octobre 2020 expose que, par rapport à la semaine précédente, le nombre de nouvelles infections au COVID-19 a encore augmenté. Plus grave, ledit rapport démontre clairement que le taux de positivité (PR) a aussi augmenté dans toutes les provinces du Royaume, mais que les valeurs les plus élevées ont été observées en Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'en Région wallonne.

Au vu de l'évolution rapide et sérieuse de la situation épidémiologique, une réunion du Comité de Concertation s'est encore tenue le 22 octobre 2020 et certaines mesures antérieures ont fait l'objet d'un durcissement au travers de l'adoption d'un nouvel arrêté de la Ministre fédérale de l'Intérieur du 23 octobre.

Par ailleurs, suite notamment à une cellule de crise provinciale le 24 octobre 2020 avec les 19 bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale, les chefs de zone de police et les représentants des disciplines de crise, le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa qualité de gouverneur, a adopté des mesures complémentaires poursuivant l'objectif de diminuer les contacts sociaux. Soulignons qu'actuellement, en Région de Bruxelles-Capitale, lesdites mesures sont les plus restrictives du pays.

Force est de constater que tous ces éléments imposent aux pouvoirs publics de pouvoir réagir rapidement pour soutenir les différents secteurs de notre société et singulièrement les plus touchés. Etant donné la gravité de la situation, les entités bruxelloises entendent bien poursuivre et renforcer leurs actions en la matière. La rapidité avec laquelle évolue cette deuxième vague du COVID-19 implique que le Collège puisse disposer des outils juridiques adéquats pour réagir et agir de façon optimale. Le Collège est bien conscient que le Parlement est en mesure de pouvoir poursuivre son travail et ce, même à distance le cas échéant. Par conséquent, à présent, il est nécessaire de considérer le recours aux pouvoirs spéciaux comme la voie juridique pertinente pour l'adoption des mesures les plus urgentes. Le Collège, soucieux du respect de la séparation des pouvoirs, tient à insister sur ce point en soumettant aujourd'hui ce projet de décret au Parlement.

Comme lors du premier octroi des pouvoirs spéciaux, la sollicitation des avis des instances obligatoires peut être éludée, à l'exception de l'avis du Conseil d'Etat. Si la demande d'avis est prescrite par une norme supérieure à l'ordonnance de pouvoirs spéciaux, cette formalité devra être accomplie puisqu'il n'est pas possible d'y déroger par la présente ordonnance.

Par ailleurs, l'avis de l'Inspection des Finances et l'accord de la Ministre-Présidente en charge du Budget seront obligatoires dans le cadre de l'adoption de mesures de pouvoirs spéciaux.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaires.

Article 2§ 1^{er}

Cette disposition autorise le Collège de la Commission communautaire française à prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences.

§ 4

La disposition autorise le Collège à passer outre certaines formalités consultatives préalables, mais le Collège accomplira ces formalités en l'urgence s'il l'estime nécessaire.

La disposition formulée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à l'avis du Conseil d'Etat ni à l'avis de l'Inspection des Finances et l'accord de la Ministre-Présidente en charge du Budget (lorsque les mesures envisagées ont un impact budgétaire).

Article 3

L'avis du Conseil d'Etat n° 67.142 rendu le 27 mars 2020 sur la proposition de loi habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 précise que : « La proposition prévoit la confirmation obligatoire de tous les arrêtés pris sur la base de la réglementation proposée, même lorsque cela ne s'avère pas strictement nécessaire d'un point de vue juridique. Ainsi, il est possible que le Roi prenne des mesures ou modifie des dispositions réglementaires qui relèvent déjà de sa compétence en vertu de la législation actuellement en vigueur, mais recherche malgré tout à cet effet un fondement juridique dans l'article 5, § 1^{er}, de la proposition, par exemple parce que celles-ci vont de pair avec des mesures pour lesquelles il faut bel et bien recourir aux pouvoirs spéciaux ou parce que la loi de pouvoirs spéciaux lui permet de passer outre à certaines formalités. Par l'effet de la confirmation, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne pourront plus être modifiées que par une loi formelle. Le Roi ne pourra plus les modifier d'autorité, même si une disposition légale spécifique l'habilite à prendre des mesures en la matière. Pour ce motif, le Conseil d'Etat, section de législation, a toujours déconseillé par le passé d'apporter des modifications à des arrêtés d'exécution ordinaires par la voie d'arrêtés de pouvoirs spéciaux ». Dans ces conditions, il est précisé que les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Collège, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe également à cet effet.

Articles 4 et 5

Ces articles ne nécessitent pas de commentaires.

Projet de décret visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Le Collège de la Commission communautaire française,

Arrête :

La Présidente du Collège qui a la coordination de la politique du Collège dans ses attributions est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Article 2. § 1^{er} Afin de permettre à la Commission communautaire française de réagir à la pandémie de COVID-19, le Collège peut prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences, notamment dans les domaines suivants :

— l'adaptation des textes légaux relatifs aux délais fixés par la législation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ;

— l'adaptation des textes légaux relatifs aux domaines impactés par la crise et relevant des matières de la compétence de la Commission communautaire française ;

— la prise en charge des effets socio-économiques de la pandémie dans le cadre des compétences de la Commission communautaire française et des institutions qui en dépendent ;

— les mesures liées à la prévention et la sécurité, y compris les mesures permettant de disposer du personnel nécessaire dans la gestion de la pandémie dans le cadre des compétences de la Commission communautaire française et des institutions qui en dépendent ;

— les mesures sanitaires urgentes en relation avec les matières relevant de la Commission communautaire française ;

— les mesures relatives à la fonction publique de Commission communautaire française.

§ 2. Les arrêtés prévus au § 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, y compris les matières réservées au décret par la Constitution ou la loi spéciale.

§ 3. Les arrêtés prévus au § 1^{er} peuvent déterminer les sanctions administratives et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales et administratives ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 4. Les arrêtés visés au § 1^{er} peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient sollicités. Toutefois, si le Collège l'estime nécessaire, il sollicitera lesdits avis en urgence.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux avis de la Section de législation du Conseil d'Etat, qui devra dans tous les cas être sollicitée, le cas échéant en urgence. Il en va de même pour l'avis de l'Inspection des Finances et l'accord de la Ministre-Présidente en charge du Budget, qui devront toujours être sollicités, le cas échéant en urgence.

Article 3. § 1^{er} Les arrêtés visés à l'articles 2 doivent être confirmés par décret dans un délai de six mois prenant cours à la fin de la période des pouvoirs spéciaux organisés par le présent décret.

À défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa précédent, ils sont réputés n'avoir jamais produit leurs effets.

§ 2. Les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Collège, dans la mesure où un fondement juridique matériel pré-existe à cet effet.

§ 3. Les arrêtés visés à l'article 2 sont communiqués à la Présidente et au greffier du Parlement avant leur publication au *Moniteur belge*.

Article 4. L'habilitation conférée au Collège par l'article 2 du présent décret est valable deux mois à dater de son entrée en vigueur.

Le délai fixé à l'alinéa 1^{er} est prorogeable une fois pour une durée équivalente.

Article 5. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 26 novembre 2020.

Pour le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège de la Commission communautaire française

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43871]

**26 NOVEMBER 2020. — Decreet tot toekenning van bijzondere machten
aan het college van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-pandemie**

Memorie van toelichting

Dit decreet heeft tot doel aan het college van de Franse Gemeenschapscommissie de mogelijkheid te bieden snel te reageren op de tweede golf van de COVID-19-pandemie. In dit kader moet het college alle nuttige maatregelen kunnen nemen om, op straffe van ernstig gevaar, eender welke situatie te voorkomen en aan te pakken die een probleem vormt in het strikte kader van de bestrijding van de tweede golf van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan.

We zien vandaag immers niet de minste verbetering van de epidemiologische situatie in België sinds de maatregelen die werden aangenomen bij ministerieel besluit van de federale minister van Binnenlandse Zaken op 8 oktober 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken; integendeel, er is sprake van een ware verslechtering van de toestand.

Het is tijd om te handelen opdat ons gezondheidszorgsysteem zijn essentiële opdrachten zou kunnen blijven uitvoeren, i.e. zorg verstrekken aan burgers, ook zij die niet besmet zijn met COVID-19, en alle patiënten opvangen onder de best mogelijke voorwaarden, opdat de scholen open zouden blijven, de economie kan blijven functioneren en de geestelijke gezondheid van de burgers zo goed mogelijk kan worden beschermd.

Aldus hebben de vergaderingen van het Overlegcomité geleid tot de handhaving van bepaalde maatregelen en een aanscherpen van sommige van die maatregelen alsook tot de aanneming van nieuwe maatregelen. Op 18 oktober 11. heeft de federale minister van Binnenlandse Zaken een nieuw ministerieel besluit aangenomen waarin ze nieuwe maatregelen oplegt ter bestrijding van de verspreiding van COVID-19. In een evaluatierapport betreffende de epidemiologische toestand van de Risk Assessment Group van 21 oktober 2020 lezen we dat, in vergelijking met de vorige week, het aantal nieuwe besmettingen met COVID-19 nog is gestegen. Erger nog, uit het bewuste rapport blijkt duidelijk dat de positiviteitsratio (PR) ook is gestegen in alle provincies van het Rijk, maar dat de hoogste waarden werden geregistreerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waals Gewest.

Gelet op de snelle en ernstige evolutie van de epidemiologische toestand is het Overlegcomité op 22 oktober 2020 opnieuw samengekomen en werden sommige al eerder genomen maatregelen aangescherpt door middel van een nieuw besluit van de federale minister van Binnenlandse Zaken op datum van 23 oktober.

Bovendien heeft de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in zijn hoedanigheid van gouverneur, inzonderheid naar aanleiding van een provinciale crisiscel op 24 oktober 2020 met de 19 burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de hoofden van de politiezones en de vertegenwoordigers van de disciplines van crisisbeheer, bijkomende maatregelen genomen om de sociale contacten te beperken. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelden vandaag de strengste maatregelen van het hele land.

We kunnen niet anders dan vaststellen dat al deze elementen vereisen dat de overheid snel moet kunnen reageren om de verschillende sectoren van onze samenleving en inzonderheid die welke het zwaarst worden getroffen te ondersteunen. Gezien de ernst van de situatie zijn de Brusselse entiteiten van plan hun acties op dit gebied voort te zetten en te versterken. De snelheid waarmee deze tweede golf van COVID-19 zich ontwikkelt, vereist dat het college over de passende juridische instrumenten moet beschikken om optimaal te kunnen reageren en handelen. Het college is zich er terdege van bewust dat het Parlement in staat is zijn werk voort te zetten, desnoods op afstand. Daarom moet nu worden bekeken of het noodzakelijk is om met bijzondere machten te werken als het relevante juridische middel om de meest dringende maatregelen te nemen. Het college hecht belang aan de eerbied voor de scheiding der machten en legt daarop de nadruk bij de overlegging van dit ontwerpdecreet aan het Parlement.

Net als bij de eerste toekenning van bijzondere machten kan er worden vermeden dat het advies moet worden ingewonnen bij de instanties die normalerwijze verplicht hun advies moeten verlenen, met uitzondering van het advies van de Raad van State. Zo de adviesaanvraag wordt opgelegd door een hogere norm dan de ordonnantie inzake bijzondere machten, moet deze formaliteit worden vervuld daar het niet mogelijk is daarvan af te wijken bij toepassing van de huidige ordonnantie.

Bovendien zijn het advies van de Inspectie van Financiën en het akkoord van de minister-presidente die belast is met de Begroting vereist bij het nemen van maatregelen met bijzondere machten.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel vereist geen commentaar.

Artikel 2

§ 1

Deze bepaling machtigt het college van de Franse Gemeenschapscommissie om alle nuttige maatregelen te nemen teneinde elke probleemsituatie te voorkomen en dringend aan te pakken in het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan.

§ 4

De bepaling staat toe dat het college bepaalde voorafgaande raadplegingsformaliteiten niet vervult, maar het college zal deze formaliteiten in geval van nood vervullen als het dat nodig acht.

De bepaling zoals geformuleerd in het 1ste lid is niet van toepassing wat betreft het advies van de Raad van State noch het advies van de Inspectie van Financiën en het akkoord van de minister-presidente die belast is met de Begroting (wanneer de beoogde maatregelen gevolgen hebben voor de begroting).

Artikel 3

Het advies van de Raad van State nr. 67.142 van 27 maart 2020 over het wetsvoorstel dat machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 bepaalt: "Er wordt voorzien in de verplichte bekrachtiging van alle besluiten die op grond van de voorgestelde regeling worden genomen, ook wanneer dit vanuit juridisch oogpunt niet strikt noodzakelijk is. Zo is het mogelijk dat de Koning maatregelen neemt of wijzigingen aanbrengt in reglementaire bepalingen die reeds op grond van de actueel geldende wetgeving tot zijn bevoegdheid behoren, maar daarbij toch rechtsgrond zoekt in artikel 5, § 1, van het voorstel, bijvoorbeeld omdat deze samenhangen met maatregelen waarvoor wel degelijk een beroep moet worden gedaan op de bijzondere machten of omdat de bijzonderemachtenwet hem toelaat voorbij te gaan aan bepaalde vormvereisten. Als gevolg van de bekrachtiging verkrijgen alle bij bijzonderemachtenbesluit vastgestelde of gewijzigde bepalingen kracht van wet. Zij kunnen daarna enkel nog worden gewijzigd door middel van een formele wet. De Koning zal ze niet meer eigenmachtig kunnen wijzigen, zelfs niet indien een specifieke wetsbepaling hem machtigt om ter zake maatregelen te nemen. Om die reden heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het verleden steeds afgeraden om in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluiten." Onder deze voorwaarden wordt bepaald dat de bekrachtigde bepalingen opnieuw door het college kunnen worden ingetrokken, aangevuld, gewijzigd of vervangen, althans voor zover daarvoor ook een materiële rechtsgrond bestaat.

Artikelen 4 en 5

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Ontwerpdecreet met als doel bijzondere machten toe te kennen aan het college van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis

Het college van de Franse Gemeenschapscommissie,

Besluit :

De voorzitter van het college die bevoegd is voor de coördinatie van het beleid van het college, heeft de opdracht aan het Parlement het ontwerpdecreet voor te stellen waarvan de inhoud volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Artikel 2. § 1 Opdat de Franse Gemeenschapscommissie zou kunnen reageren op de COVID-19-pandemie mag het college, op straffe van ernstig gevaar, alle nuttige maatregelen nemen om elke probleemsituatie te voorkomen en dringend aan te pakken in het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan, inzonderheid in de volgende domeinen:

- de aanpassing van de wetteksten met betrekking tot de termijnen die zijn vastgesteld door of goedgekeurd in het kader van de wetgeving van de Franse Gemeenschapscommissie;
- de aanpassing van de wetteksten met betrekking tot de door de crisis getroffen aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen;
- het beheer van de sociaaleconomische gevolgen van de pandemie in het kader van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie en haar instellingen;
- de maatregelen op het gebied van preventie en veiligheid, met inbegrip van de maatregelen die toelaten te verzekeren dat het nodige personeel beschikbaar is voor het beheer van de pandemie in het kader van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie en haar instellingen;
- de dringende gezondheidsmaatregelen in verband met de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie behoren;
- de maatregelen met betrekking tot het openbaar ambt van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De besluiten zoals bedoeld in § 1 kunnen de geldende decreetsbepalingen intrekken, aanvullen, wijzigen of vervangen, met inbegrip van de aangelegenheden die de Grondwet of de bijzondere wet voorbehoudt voor het decreet.

§ 3. De besluiten zoals bedoeld in § 1 kunnen de administratieve en strafrechtelijke sancties bepalen die van toepassing zijn op schendingen van die besluiten.

De strafrechtelijke en administratieve sancties mogen niet zwaarder zijn dan die welke de aangevulde, gewijzigde of vervangen wetgeving verbindt aan de betrokken schendingen bij de inwerkingtreding van het huidige decreet.

§ 4. De besluiten zoals bedoeld in § 1 kunnen worden aangenomen zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen dienen te worden ingewonnen. Zo het college dat echter nodig acht, zal het de betrokken adviezen met spoed innemen.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op de adviezen van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State, die in ieder geval moeten worden ingewonnen, desgevallend met spoed. Hetzelfde geldt voor het advies van de Inspectie van Financiën en het akkoord van de minister-presidente die belast is met de Begroting, die altijd moeten worden gevraagd, desgevallend met spoed.

Artikel 3. § 1 De besluiten bedoeld in artikel 2 moeten bij decreet worden bekrachtigd binnen een termijn van zes maanden die ingaat op het einde van de periode van bijzondere machten zoals georganiseerd door het huidige decreet.

Bij gebrek aan bekrachtiging binnen de in het vorige lid vastgestelde termijn, worden ze geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

§ 2. De bekrachtigde bepalingen kunnen opnieuw door het college worden ingetrokken, aangevuld, gewijzigd of vervangen, voor zover daarvoor al eerder een materiële rechtsgrond bestaat.

§ 3. De besluiten zoals bedoeld in artikel 2 worden ter kennis gebracht van de voorzitter en de griffier van het Parlement vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 4. De machtiging die aan het college wordt verleend door artikel 2 van het huidige decreet, is geldig gedurende twee maanden vanaf de inwerkingtreding van het decreet.

De termijn zoals vastgesteld in het 1ste lid kan eenmaal voor eenzelfde duur worden verlengd.

Artikel 5. Het huidige decreet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Brussel, 26 november 2020.

Voor het college :

B. TRACHTE,

Voorzitter van het college van de Franse Gemeenschapscommissie